

Prométhée

numéro 90
juin 2012

journal communiste
militant pour la construction du parti pour le socialisme



La CGT Syndicat du Changement ?

Il était une fois, un paisible royaume où le bon roi Bernard voulait achever son règne sur une action spectaculaire. Pour lui succéder sur le trône il présenta la princesse Nadine. Mais le prince Eric ne l'entendait pas de cette oreille. C'est alors que le conseil du royaume, composé de barons ombrageux, fut ébranlé par un véritable pugilat. Une telle description de la crise de direction qui secoue la CGT en choquera certains. Malheureusement, c'est bien le spectacle pitoyable que donne à voir la direction confédérale.

Le conflit déchire un groupe dirigeant qui, depuis de nombreuses années, s'auto-sélectionne et qui est d'accord sur l'essentiel. Le conflit porte sur qui sera le plus capable de poursuivre une stratégie marquée par une longue série de défaites pour la classe ouvrière ; la dernière en date – et non des moindres – étant celle sur la contre-réforme Sarkozy des retraites.

Les déclarations de plusieurs dirigeants confédéraux attestent qu'on ne change pas aussi facilement de politique dans la grande maison de Montreuil. Dans *Options* de mai 2012 (1), Jean-François Bolzinger se place délibérément dans le cadre fixé par le nouveau Président en affirmant que « l'urgence est à investir les débats de contenu du changement ». Voilà un dirigeant syndical qui enfume les salariés sur la politique de François Hollande et vante les mérites du « dialogue social » en dit-il « vivant des conquêtes sociales » à l'heure de l'austérité permanente dans tous les États membres de l'Union européenne.

Encore plus fort, dans le bulletin *Ensemble* de juin 2012 destiné aux « adhérents de la CGT », Michel Donneddu – secrétaire confédéral – écrit à propos de l'élection de François Hollande que : « la CGT s'en félicite ». Car cette élection « ouvre un contexte plus favorable à la satisfaction de nos revendications ». Illusions, aveuglement ? Toujours est-il que Michel Donneddu se félicite que « notre détermination revendicative y a été pour quelque chose ». Que la CGT toute entière se soit mobilisée pour battre Nicolas Sarkozy c'était le minimum syndical ; mais ce n'est pas une raison pour que la direction confédérale entonne le refrain de 1981 : « la CGT syndicat du changement ».

L'orientation du nouveau Président est particulièrement claire pour tout le monde. En voulant parvenir à l'équilibre budgétaire dans cinq ans et en respectant les contraintes du capital il n'y a pas d'autres moyens que l'austérité. Une organisation syndicale comme la CGT n'a pas le droit de faire l'impasse sur cette vérité élémentaire. Rien ne sert de lancer des menaces en l'air comme le fait Michel Donneddu lorsqu'il affirme que « personne ne devrait oublier » la part prise par la CGT dans la défaite de Nicolas Sarkozy. Cela s'apparente à « retiens moi ou je fais un malheur ! »

Telle est la politique concrète de la direction confédérale qui, avec la gestion loyale des collectivités territoriales, constitue un des principaux piliers du Front de gauche.



Le rôle de la CGT, de la base au sommet, ne peut pas être autre chose que la construction patiente et sûre de la mobilisation du monde du travail qui subit de plein fouet les effets de la crise généralisée du capitalisme.

Si les dirigeants actuels de la CGT ne se sentent pas capables d'impulser une telle politique alors qu'ils cèdent la place. C'est la condition pour que la CGT devienne – enfin – cet indispensable syndicat dont la classe ouvrière a besoin dans l'affrontement avec le capital. Comme l'écrivait Karl Marx, en 1865, : « Les syndicats agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiètements du capital. Ils manquent en partie leur but dès qu'ils font un emploi peu judicieux de leur puissance. Ils manquent entièrement leur but dès qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat » (2).

Emile Fabrol

1.- Mensuel de l'Union Générale des Ingénieurs Cadres et Techniciens (UGICT)

2.- *Salaires, prix et profit*. Éditions sociales, 1969, page 74.

G8 : des Mesures structurelles annonciatrices d'une Dégradation du Niveau de Vie des Salariés

Les dirigeants du G8 se sont fendus d'un communiqué dans lequel ils indiquent que leur « impératif est d'encourager la croissance et les emplois », leur détermination « à prendre toutes les mesures nécessaires pour renforcer et revigorer nos économies », « à créer de la croissance ».

A lire ces phrases, nombreux sont celles et ceux qui peuvent se dire « enfin, nos dirigeants, vont mettre le paquet, pour nous donner des emplois et à travers la croissance du pouvoir d'achat, comme à l'époque des trente glorieuses ».

La déclaration finale du sommet du G8 est un miroir aux alouettes qu'il convient d'éclairer.

Le capitalisme est en crise. Une crise mondiale qui menace le système d'un effondrement comme ceux qu'en connaissent les châteaux de cartes, où les alignements de dominos.

Pour parvenir à la croissance et à la création d'emplois, les participants au sommet du G8 ont appelé à des réformes structurelles.

Ces réformes structurelles, les pays d'Afrique, les pays de l'Est, la Grèce et d'autres encore en ont subi. Ceux sont les travailleurs et leur famille qui en ont fait les frais. Ils en pensent encore les plaies. Et pour certains l'administration du remède – poison n'est pas achevée.

Parmi ces trains de réformes structurelles, dictées par la main invisible des marchés et surtout leurs officines, quelles sont celles qui concernent la France ?

Bruno Cavalier, chef économiste d'Oddo Securities est clair : l'allongement de l'âge de départ en retraite. Il affirme ainsi que « c'est le genre de mesure qui ne pénalise pas l'activité et assure la crédibilité budgétaire ». Or, nous savons que l'actuel gouvernement s'apprête à remettre en cause une partie de la promesse du candidat Hollande qui en la matière n'était déjà pas elle-même à la hauteur des revendications sociales.

Le même Cavalier avec cynisme nous explique que « notre pays a un problème structurel de coût du travail : trop de gens mal formés se présentent à l'embauche sur des niveaux de salaires de base trop élevés (...) Il faut mettre l'accent sur la formation et réduire les coûts salariaux pour les moins qualifiés ». Pourrait-il vivre avec 1000 € par mois, voire 450 €

comme en Grèce ?

Certes le gouvernement va augmenter le SMIC. Mais cette mesure est un leurre. Elle ne concerne que 3 millions de salariés, laissant de côté plus de 25 millions de travailleurs du privé et du public.

Troisième voie pour une réforme structurelle, celle de la fiscalité des entreprises. Promis, juré, craché par terre, les salaires des PDG devaient être limités dès la fin du 1^{er} mois du mandat présidentiel (mai 2012). Cette mesure a été repoussée à la fin du mandat et camouflée derrière la baisse des salaires de l'exécutif de la Vème république (président et ministres). Martine Aubry qui avant l'élection présidentielle a rencontré les patrons du CAC 40 a bien compris leur message. Dont le contenu est relayé par Jean-Hervé Lorenzi, professeur à l'Université Dauphine et soutien de François Hollande : « Les sociétés, y compris celles du CAC 40 ont peu de marge ». Il est quand même de 29,1% pour 2011. Cela n'empêche par Lorenzi de soutenir que « c'est la raison pour laquelle elles n'investissent pas et pas ne créent pas d'emplois ».

Résumons-nous, le G8 en parlant de création d'emplois et de croissance résultant de réformes structurelles, nous annonce une nouvelle dégradation du niveau de vie des masses laborieuses pour permettre la survie du capitalisme.

- Recul de l'âge de départ à la retraite (avec création de régime privé pour capter une partie des salaires versés aux travailleurs et investir les sommes recueillies sur les marchés pour les nourrir) et réduction des pensions
- Destruction d'emplois pour peser sur les salaires puis création d'emplois précaires (Air France prévoit la suppression de 5000 emplois, que va faire le gouvernement ?)
- Fiscalité favorable au grand patronat mondialisé

Autant d'axes de lutte immédiate pour les révolutionnaires que nous sommes, en France, en Europe et sur toute la planète que l'on soit membre ou non d'une organisation politique. Autant d'axes d'actions communes, en particulier pour le Front de gauche et le NPA.

Augustin Balby

Un Jugement explosif permettant de baisser le Salaire des Fonctionnaires de 25%

Par une décision du 6 décembre 2011, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé que la réduction de 25 % des salaires des fonctionnaires roumains ne leur a pas fait supporter « une charge disproportionnée et excessive incompatible avec le droit au respect des biens », garanti par la Convention européenne des droits de l'homme... L'Union européenne donne là un message clair et précis à tous les gouvernements qui la composent : tapez sur vos fonctionnaires, taillez dans

leurs effectifs et leurs salaires. Faites comme en Roumanie, en Grèce, au Portugal, en Slovaquie, en Espagne, en Grande-Bretagne.

Vous pensez y échapper ?

Détrompez-vous ? Pierre Moscovici, ministre des finances a déclaré : « si la Grèce sort de l'Euro, il y aura un effet domino qui contaminera toute l'Europe ». Il envisage un scénario

qui serait celui de la généralisation de la situation grecque. Quand bien même, il n'en serait rien, le gouvernement en augmentant seulement le SMIC entérine une baisse de notre pouvoir d'achat et même une baisse de nos revenus en euros constants. Pas de changement sur notre fiche de paie. Pourtant repasser en période de croissance nécessite d'augmenter le pouvoir d'achat.

Déjà Sarkozy a entamé nos revenus avec la journée de carence ? Cette mesure injuste sera-t-elle maintenue par son successeur ? En Allemagne, en Angleterre, en Espagne, en Grèce et ailleurs, le mouvement social est à l'œuvre contre l'austérité imposée aux peuples par l'Union européenne dont le jugement la Cour européenne des droits de l'homme en est un exemple

ignoble.

Autoriser la réduction de 25% des salaires des fonctionnaires roumains (ou d'une autre nationalité), revient à les projeter dans la misère et dans la colère. Le patronat public et privé allemand l'a bien compris et a lâché du geste. Pour désamorcer toute velléité de révolte, le salaire des fonctionnaires a été augmenté fin de 6,3% et celui des métallurgistes le 20 mai de près de 4,3%.

Mais de tout cela, pas un mot à la télé et dans la presse dominante. Il n'est question que de contagion de l'austérité et aucune de ces victoires sociales sur le capital.

Le Drapeau rouge



Dans sa course effrénée derrière le Front national, le président-candidat n'en finit pas de célébrer la nation française avec tous les relents nauséabonds que l'histoire a charriée. Dans la continuité du « vrai travail » voici l'appel aux syndicats – pourtant vilipendés il y a encore quelques jours – à la concorde nationale. « Posez le drapeau rouge et servez la France » restera le clou de son discours du 1er Mai. Non Monsieur Sarkozy, la classe ouvrière ne posera pas son drapeau rouge pour participer à sa mise en coupe réglée en collaborant à la politique d'austérité permanente conduisant à sa paupérisation. Politique entreprise par toutes les forces conservatrices de l'Union européenne.

Comme le disait Marx : « Ce n'est que trempé dans le sang des insurgés de juin [1848] que le drapeau tricolore est devenu le drapeau de la révolution européenne, le drapeau rouge. » Ce dernier ajoutait : « La nouvelle révolution française sera obligée de quitter le terrain national et de conquérir le terrain européen, le seul où pourra l'emporter la révolution sociale ». Certes, citation n'est pas raison, mais voilà le sens de la solidarité internationale active avec les travailleurs de Grèce, d'Espagne et d'ailleurs tous confrontés à la même politique. C'est le sens, cette année encore, du 1er Mai.

Les citations de Marx sont extraites de « Les luttes de classes en France » (Éditions sociales, 1952, page 47)

Les militants et les militantes communistes qui rédigent ce journal contribuent à :

Démontrer que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire.

Reforger une conscience politique du prolétariat sévèrement mise à mal par l'expérience des États dits « socialistes » et par le triste bilan des gouvernements de « gauche ».

Affirmer et défendre, en toutes circonstances, l'indépendance politique du prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie.

Promouvoir la nécessaire libération du capitalisme en réaffirmant que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Faire émerger l'indispensable unité internationale du prolétariat pour en finir avec la mondialisation et ses guerres impérialistes.

Militer pour l'organisation du prolétariat « en classe et donc en parti politique ».



Site Internet : <http://www.promethee-1871.com>

Prenez contact avec nous : club.promethee@gmail.com

Date de bouclage : 15 juin 2012 - Directeur de la publication : Emile Fabrol - ISSN : 1142-2254